

31 décembre 2019

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Pernod Ricard

Créateurs de convivialité

SOMMAIRE

1/	Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel.....	3
2/	Rapport semestriel d'activité.....	4
1.	Faits marquants du premier semestre 2019/20.....	4
2.	Chiffres clés de l'activité.....	4
A.	Résultat Opérationnel Courant.....	7
B.	Résultat net courant part du Groupe.....	9
C.	Résultat net part du Groupe.....	10
3.	Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.....	10
4.	Perspectives.....	11
5.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS.....	11
6.	Principales transactions avec les parties liées.....	11
3/	Compte consolidés semestriels condensés.....	12
1.	Compte de résultat consolidé.....	12
2.	Etat du résultat global consolidé.....	13
3.	Bilan consolidé.....	14
4.	Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	15
5.	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	16
6.	Notes annexes aux comptes consolidés.....	17
4/	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	36

1/ ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Ricard
Président-Directeur Général

2/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants du premier semestre 2019/20

Acquisitions de l'exercice

Le Groupe a finalisé les acquisitions de 100 % de la société Firestone & Robertson Distilling Co. (USA) propriétaire de la marque TX Bourbon, d'une part majoritaire de la société Rabbit Hole Spirits, LLC (USA) propriétaire de la marque de Bourbon Rabbit Hole Whiskey, d'une part majoritaire de la société Laurenskirk (PTY) Ltd. (Afrique du Sud) propriétaire de la marque de Gin Inverroche, de 100 % de la société Bodeboca, SL (Espagne) propriétaire de la plateforme digitale Bodeboca ainsi que l'acquisition de 34 % de la Joint-Venture Seagram MM Holdings (Myanmar) propriétaire de la marque High Class Whisky.

Par ailleurs, le 9 octobre 2019, le Groupe a également acquis la société cotée américaine Castle Brands Inc. à la suite d'une offre publique d'achat suivie d'une opération de fusion simplifiée. L'acquisition couvre l'intégralité des titres de la société pour un montant de 1,27\$ par action.

Ces acquisitions représentent un montant total de l'ordre de 500 millions d'euros.

Assurance d'un fonds de pension

Le Trustee du plus important fonds de pension du groupe Pernod Ricard au Royaume-Uni a signé un contrat avec l'assureur Rothesay Life pour assurer la majorité des engagements de retraite du fonds par l'achat d'une police d'assurance, communément appelée « buy-in ».

Ce contrat réduit l'exposition du Groupe à une potentielle insuffisance de financement des régimes pouvant survenir du fait des fluctuations des paramètres de marché (inflation et taux d'intérêt principalement) et d'une évolution de la longévité.

La transaction de buy-in implique le transfert de 4 252 millions d'euros d'actifs de couverture du plan de retraite à l'assureur Rothesay Life, sans aucun impact sur la trésorerie du Groupe. A la suite de cette transaction, la valeur comptable de la police d'assurance couvre entièrement la valeur comptable des engagements de retraite assurés, estimés à 3 350 millions d'euros à la date de l'opération. La différence, de 903 millions d'euros, a été reconnue par une baisse de valeur des « Actifs financiers non courants » en contrepartie des capitaux propres en « Autres éléments du résultat global », sans aucun impact sur le résultat.

Emission obligataire de 1 500 millions d'euros

Pernod Ricard a procédé le 24 octobre 2019 à une émission obligataire libellée en euro pour un montant de 1,5 milliard d'euros en trois tranches de 4, 8 et 12 ans, portant respectivement intérêt au taux fixe de 0,00%, 0,50%, et 0,875%.

2. Chiffres clés de l'activité

Le chiffre d'affaires au S1 2019/20 s'élève à 5 474 M€, avec une croissance interne de +2,7% et une croissance faciale de +5,6% incluant un effet de change favorable dû à l'appréciation du Dollar Américain et des devises émergentes vs l'Euro.

Pernod Ricard affiche une croissance diversifiée et une bonne performance, dans un environnement difficile :

- **Une croissance diversifiée** en termes de Régions, avec notamment une solide performance des marchés *Must-win* Etats-Unis, Inde et Chine, ce dernier bénéficiant de l'impact de l'avancée du Nouvel An Chinois¹
- **Une performance dynamique des Marques Stratégiques Internationales**, en particulier de Jameson, Martell, The Glenlivet, Malibu, Ballantine's, Royal Salute et Beefeater
- Un **fort effet prix: +2% sur les marques Stratégiques**
- L'accent mis sur **l'excellence opérationnelle et la priorisation des ressources**, permettant **une forte amélioration de la croissance interne de la marge opérationnelle de +51bps.**

¹ Nouvel An Chinois: 25 janvier 2020 vs 5 février 2019

Nous poursuivons le déploiement de notre plan stratégique à trois ans « *Transform & Accelerate* »

- Le déploiement de notre **feuille de route 2030 « Sustainability & Responsibility »**
- Le lancement de notre projet Reconquête pour **retrouver la croissance sur le marché français et la réorganisation de l'activité Vins** pour redynamiser sa croissance
- **Une gestion active de notre portefeuille de marques** : réalisation des acquisitions de TX, Rabbit Hole et Castle Brands.

La croissance du chiffre d'affaires est bonne, avec une base de comparaison élevée : +2,7% vs +7,8% au S1 2018/19. La performance des marchés *Must-win* est la suivante :

- **Etats-Unis : +4%**, forte croissance, tirée par les Whiskies et les marques « Specialty »
- **Chine : +11%**, fort S1 avec une base de comparaison élevée (+28% au S1 2018/19), favorisé par l'avancée du Nouvel An Chinois
- **Inde : +5%** bonne performance, dans un environnement volatile, avec une base de comparaison élevée (+24% au S1 2018/19)
- **Travel Retail : bon Sell-out**, mais le S1 est impacté par un effet de phasage.

La croissance est **diversifiée à travers les régions** :

- **Amérique +2%** : bonne croissance aux Etats-Unis, atténuée en partie par une plus faible performance au Mexique et un effet de phasage pour le *Travel Retail*
- **Asia-Reste du Monde +3%** : croissance tirée principalement par la Chine et l'Inde et atténuée par le transfert de la distribution d'Imperial en Corée du Sud.
- **Europe +3%** : bonne croissance avec une amélioration des tendances, tirée par l'Allemagne, le Royaume-Uni, une accélération en Europe de l'Est mais la poursuite de difficultés en France.

Le chiffre d'affaires au T2 2019/20 s'élève à 2 991 M€, avec une croissance interne de +3,8% (+6,9% en facial), faisant suite à un T1 2019/20 modeste (+1%) et favorisé par l'avancée du Nouvel An Chinois.

Le ROC² du S1 2019/20 s'élève à 1 788m€, avec une croissance interne de +4,3% et +8,1% en facial. Pour l'ensemble de l'exercice 2019/20, l'impact de change attendu sur le ROC est estimé à **+70M€³**.

Le taux de marge opérationnelle est en amélioration : +51bps en croissance interne grâce à :

- Un fort **effet prix** sur les marques Stratégiques : **+2%**
- **La marge brute en léger déclin -15bps** avec une base de comparaison particulièrement élevée (+71bps au S1 2018/19)
 - Un impact favorable de l'avancée du Nouvel An Chinois compensé par un effet de mix négatif de l'Inde
 - Une évolution défavorable des coûts (en particulier l'agave et l'alcool de grain neutre GNS en Inde)
- **Les investissements publi-promotionnels : augmentation globalement en ligne avec celle du chiffre d'affaires**, avec de forts arbitrages et un accent sur les priorités stratégiques
- **Les coûts de Structure : -2%**, grâce à une stricte discipline et un effet de phasage favorable (**croissance attendue sur l'exercice complet 2019/20**)
- **Un effet de change favorable +59 M€, principalement dû au Dollar Américain** (EUR/USD 1,11 au S1 2019/20 contre 1,15 au S1 2018/19) et à l'appréciation de devises émergentes contre l'Euro.

Le taux d'impôt sur les bénéfices courants est d'environ **24% au S1 2019/20**. Un taux proche de **25% est attendu sur l'ensemble de l'exercice 2019/20**.

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à 1 216 M€, en croissance faciale de +10%, vs S1 2018/19 principalement dû à la très forte progression du ROC.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 032 M€, +1% en croissance faciale, malgré la forte croissance du ROC, en raison d'éléments non-récurrents.

² Résultat Opérationnel Courant

³ Basé sur les taux moyens de change projetés au 11 février 2020, notamment un taux EUR/USD de 1,11

Le free cash-flow s'élève à 570 M€, tout en **augmentant les capex et stocks stratégiques**, comme attendu.

La Dette nette a augmenté de 1 608 M€⁴ par rapport au 30 Juin 2019 à 8 228 M€, en raison principalement des acquisitions, de l'augmentation du dividende et du lancement du programme de rachat d'action⁵ (avec le rachat de 223 M€ au S1 2019/20). Le programme continuera au second semestre avec l'exécution d'ici le 30 Juin 2020 d'une tranche correspondant à un montant maximal de 300 M€.

Le ratio Dette Nette / EBITDA à taux moyens⁶ était de **2,7x** au 31 décembre 2019.

⁴ Incluant 531 M€ de Dettes locatives suite à l'implémentation d'IFRS16

⁵ Jusqu'à 1 Mds € sur les exercices 2019/20 et 2020/21

⁶ Sur la base d'un taux moyens EUR/USD de 1,12 en 2019

A. Résultat Opérationnel Courant

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Croissance faciale		Croissance interne ⁷	
	6 mois	6 mois	En MEUR	En %	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	5 185	5 474	289	6%	137	3%
Marge brute après coûts logistiques	3 239	3 419	180	6%	78	2%
Investissements publi-promotionnels	(799)	(842)	(43)	5%	(21)	3%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 440	2 577	136	6%	57	2%
Résultat Opérationnel Courant	1 654	1 788	134	8%	71	4%

Le chiffre d'affaires consolidé (hors droits et taxes) de Pernod Ricard au S1 2019/2020 progresse de +2,7 % à 5 474 M€, contre 5 185 M€ au S1 2018/19. Les principaux facteurs de la croissance sont :

- **Une bonne croissance des marques stratégiques internationales +4%**, tirée par Jameson, Martell, The Glenlivet, Malibu, Ballantine's, Royal Salute et Beefeater, avec une base de comparaison élevée sur Martell
- **Une bonne croissance sous-jacente des marques stratégiques locales +3%**, avec une accélération d'Ararat et un retour à la croissance de Ramazzotti, atténuée par une base de comparaison haute sur les whiskies Indiens Seagram.
- **Une accélération de la croissance des marques « Specialty » +17%**, tirée par Lillet, Monkey 47, Altos Redbreast et Avion.
- **Un chiffre d'affaires stable pour les vins stratégiques**, avec une bonne croissance de Brancott Estate et Campo Viejo, atténué par un léger déclin de Jacob's Creek
- **Un fort effet prix: +2% sur les marques Stratégiques**

Le Résultat Opérationnel Courant (ROC) s'élève à 1 788 M€, +4,3% en croissance interne et +8,1% en facial.

La marge brute est en léger déclin (-15bps) avec une base de comparaison particulièrement élevée (+71bps au S1 2018/19) et s'explique par :

- Un impact favorable de l'avancée du Nouvel An Chinois compensé par un effet de mix négatif en Inde
- Une évolution défavorable des coûts (en particulier l'agave et GNS en Inde)

Les investissements publi-promotionnels : augmentation globalement en ligne avec celle du chiffre d'affaires, avec de forts arbitrages et un accent sur les priorités stratégiques

Les coûts de Structure sont à -2%, grâce à une discipline stricte et un effet de phasage favorable (**croissance attendue sur l'exercice complet 2019/20**)

Un effet de change favorable +59 M€, principalement dû au Dollar Américain (EUR/USD 1,11 au S1 2019/20 contre 1,15 au S1 2018/19) et à l'appréciation de devises émergentes contre l'Euro.

⁷ A taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Activité commerciale par zone géographique

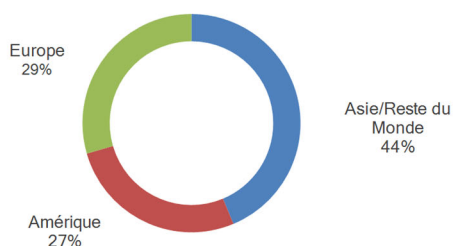
Amérique (En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Croissance faciale		Croissance interne *	
	6 mois	6 mois	En MEUR	En %	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	1 389	1 461	72	5%	22	2%
Marge brute après coûts logistiques	942	986	44	5%	5	1%
Investissements publi-promotionnels	(276)	(285)	(9)	3%	(1)	0%
Contribution après frais publi-promotionnels	666	701	35	5%	4	1%
Résultat Opérationnel Courant	470	486	16	3%	(8)	-2%

Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Croissance faciale		Croissance interne *	
	6 mois	6 mois	En MEUR	En %	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	2 266	2 415	149	7%	68	3%
Marge brute après coûts logistiques	1 353	1 442	89	7%	38	3%
Investissements publi-promotionnels	(309)	(341)	(32)	10%	(20)	7%
Contribution après frais publi-promotionnels	1 044	1 101	57	5%	18	2%
Résultat Opérationnel Courant	766	833	67	9%	36	5%

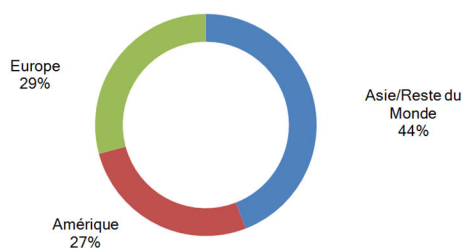
Europe (En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Croissance faciale		Croissance interne *	
	6 mois	6 mois	En MEUR	En %	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	1 530	1 598	69	4%	47	3%
Marge brute après coûts logistiques	944	991	46	5%	35	4%
Investissements publi-promotionnels	(214)	(216)	(2)	1%	0	0%
Contribution après frais publi-promotionnels	730	775	45	6%	35	5%
Résultat Opérationnel Courant	418	468	50	12%	43	10%

* A taux de change et périmètre constants (croissance interne)

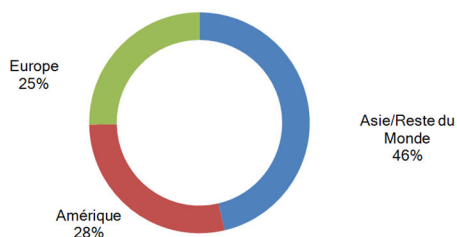
Chiffre d'affaires par région,
au 1er semestre 2018/19



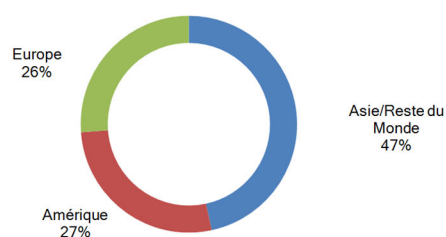
Chiffre d'affaires par région,
au 1er semestre 2019/20



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 1er semestre 2018/19



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 1er semestre 2019/20



Le Résultat opérationnel courant (ROC) dans la région **Amérique** est en déclin de -2 % (+3 % en facial) principalement dû à :

- **Le taux de marge brute en baisse** : -72bps (déclin d'Absolut aux Etats-Unis et du *Travel Retail*) et pression sur les coûts (notamment l'agave)
- **Investissements publi-promotionnels** : stables en raison d'une augmentation aux Etats-Unis (+6% en particulier dû à Jameson, Martell et The Glenlivet)
- **Augmentation des frais de structure +6%** : principalement dû à des effets techniques et de phasage
- **Impact de change positif** en raison d'un USD fort par rapport à l'euro

Le ROC dans la région **Asie / Reste du Monde** a progressé de +5 % (+9 % en facial) sous l'effet des éléments suivants :

- **Le taux de marge brute en baisse** : -13bps dû à une pression sur les marges en Inde (croissance d'Imperial Blue et le GNS), en partie atténué par une amélioration de la marge en Chine grâce aux augmentations de prix sur Martell et l'avancée du Nouvel An Chinois
- **Augmentation des investissements publi-promotionnels** plus vite que la croissance du chiffre d'affaires, en lien avec les priorités stratégiques (en particulier en Chine et en Inde)
- Un déclin des frais de structure -6%, dû à la restructuration en Corée l'année dernière et à un contrôle strict des ressources, en dépit de forts investissements dans les marchés prioritaires (en particulier la Chine, l'Inde et la Turquie)
- **Impact de change positif** principalement dû à l'appréciation de la roupie indienne, du Yuan chinois, du Yen japonais et du dollars américain par rapport à l'euro

En **Europe**, augmentation du ROC de +10 % (+12 % en facial) qui s'explique par :

- **Une augmentation de la marge brute +39bps** grâce à un bon effet prix et au mix pays (en particulier l'accélération de l'Allemagne)
- **Des investissements publi-promotionnels en ligne, reflétant des arbitrages forts** et un effet de phasage favorable
- **Frais de structure** à -3 %, grâce à la mise en place de plusieurs projets d'excellence opérationnelle et d'une stricte discipline, en particulier en France et en Scandinavie, amplifié par un effet de phasage
- **Très forte augmentation de la marge sur résultat opérationnel courant : +194bps**, principalement dû à des effets prix et mix positifs, une amélioration de la marge opérationnelle et une stricte discipline sur les frais de structure

B. Résultat net courant part du Groupe

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Résultat Opérationnel Courant	1 654	1 788
Résultat financier courant	(157)	(164)
Impôt sur les bénéfices courants	(379)	(392)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	(13)	(15)
Résultat net courant part du Groupe	1 105	1 216
Résultat net courant part du Groupe par action dilué (en euros)	4,16	4,58

Charges financières nettes liées au résultat opérationnel courant

Les charges financières nettes liées au résultat opérationnel courant ont atteint (164) millions d'euros, en hausse de 4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (opérations courantes, liées à l'émission obligataire ; et l'application de la norme IFRS16 impactant pour -6 M€).

Dettes nettes

L'endettement net s'établit à 8 228 M€ au 31 décembre 2019 contre 6 620 M€ au 30 juin 2019, soit une augmentation de 1 608 M€. Cela s'explique par une génération de trésorerie compensée par une hausse des versements de

dividendes, la croissance externe principalement liée à l'acquisition Castle Brands, TX, Rabbit Hole, des dettes locatives additionnelles liée à l'application de la norme IFRS16 et par un écart de change.

Impôt sur le résultat opérationnel courant

L'impôt sur le résultat opérationnel courant s'élève à (392) millions d'euros, équivalant à un taux d'imposition proche de 24 % vs 25% sur l'exercice précédent. Pour l'ensemble de l'exercice 2019/20, le taux d'imposition devrait être d'environ 25 %.

Résultat net courant part du Groupe

Le résultat net courant Part du Groupe, s'établit à 1 216 M€ au 31 décembre 2019, en hausse de +10 % par rapport au S1 2018/19.

C. Résultat net part du Groupe

En millions d'euros	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Résultat Opérationnel Courant	1 654	1 788
Autres produits et charges opérationnels	(66)	(152)
Résultat opérationnel	1 588	1 636
Résultat financier courant	(157)	(164)
Autres éléments financiers non courants	1	(1)
Impôts sur les sociétés	(397)	(423)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	(13)	(15)
Résultat net part du Groupe	1 023	1 032

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (152) millions d'euros au 31 décembre 2019 et se composent principalement de charges de restructuration pour 115 millions d'euros notamment liées au projet Reconquête annoncé le 1^{er} octobre 2019.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe est de 1 032 millions d'euros, en hausse de 1 %.

3. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Pernod Ricard est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

4. Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 2019/20, dans un environnement incertain, Pernod Ricard prévoit :

- **La poursuite de l'exécution du plan stratégique à trois ans « Transform and Accelerate », avec un accent mis sur l'excellence opérationnelle et le maintien des investissements derrière nos priorités stratégiques.**
- La poursuite d'une croissance diversifiée, en dépit d'un troisième trimestre qui sera sévèrement impacté par l'épidémie de Coronavirus (Chine et *Travel Retail* en Asie).
- *La poursuite de notre programme de rachat d'actions*⁸.
- **un impact des taux de change** d'environ +70 M€⁹ sur le ROC

Le nouvel objectif 2019/20 résultant des premières hypothèses Coronavirus est une croissance interne du Résultat Opérationnel courant entre +2% et +4%.

Les hypothèses actuelles COVID-19 pour l'impact sur le ROC 2019/20 sont les suivantes :

Chine:

- *On-trade*

Tous les établissements fermés en février, et jusqu'à la fin juin pour la province du Hubei
Reprise progressive à partir de mars ; retour à la normale d'ici juin

- *Off-trade*

Impact significatif sur les points de vente Traditionnels et Modern Off-trade à partir de fin janvier et durant février
Retour à la normale en mars

Travel Retail Asie

Réduction d'environ deux tiers du nombre de passagers chinois en février et mars
Reprise progressive à partir d'avril ; retour à la normale d'ici juin

Impact de la réduction de chiffre d'affaires en Chine et Travel Retail Asie sur le ROC du Groupe :

Impact sur le chiffre d'affaires 2019/20 du Groupe : c. -2%

Maintien des investissements stratégiques tout en activant des mesures ciblées pour atténuer l'impact

Impact sur le ROC 2019/20 du Groupe : c. -3%

5. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS

Les définitions et les rapprochements des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS sont décrits dans le rapport de gestion du Document d'enregistrement universel 2018/19.

6. Principales transactions avec les parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

⁸ Jusqu'à 1 Mds € sur les exercices 2019/20 et 2020/21, comme annoncé le 29 août 2019

⁹ Basé sur des taux moyens de change projetés le 11 février 2020, notamment un taux EUR/USD de 1,11

3/ COMPTE CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

La mention « Retraité » correspond uniquement au retraitement du Bilan au 30 juin 2019, compte tenu du reclassement des positions fiscales incertaines requis par l'interprétation IFRIC 23 (voir détail dans la Note 1.4.1 des Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés ci-après). Lorsque des informations sont présentées sans mention de retraitement, cela signifie que les agrégats présentés ne sont pas impactés par cette interprétation.

Les états financiers au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019 ne sont pas retraités de l'application de la norme IFRS 16 - « Contrats de location » (voir détail dans la Note 1.4.1 des Annexes aux comptes consolidés semestriels ci-après).

1. Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Notes
Chiffre d'affaires	5 185	5 474	3
Coût des ventes	(1 946)	(2 055)	3
Marge brute après coûts logistiques	3 239	3 419	3
Frais publi-promotionnels	(799)	(842)	
Contribution après frais publi-promotionnels	2 440	2 577	
Frais de structure	(786)	(789)	
Résultat opérationnel courant	1 654	1 788	
Autres produits et charges opérationnels	(66)	(152)	4
Résultat opérationnel	1 588	1 636	
Charges financières	(174)	(181)	5
Produits financiers	18	15	5
Résultat financier	(156)	(166)	5
Impôt sur les bénéfices	(397)	(423)	6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	
Résultat des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	(1)	16
Résultat net	1 036	1 046	
Dont :			
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	14	14	
- Part du Groupe	1 023	1 032	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	3,87	3,91	7
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	3,85	3,89	7

2. Etat du résultat global consolidé

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Notes
Résultat net de la période	1 036	1 046	
Eléments non recyclables			
Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies	(15)	(713)	
Montant comptabilisé en capitaux propres	(18)	(859)	12
Effets d'impôts	3	146	
Instruments de capitaux propres		(110)	
Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres	-	(111)	
Effets d'impôts	-	1	
Eléments recyclables			
	-		
Couvertures d'investissements nets	(2)	(4)	
Montant comptabilisé en capitaux propres	(2)	(4)	
Effets d'impôts			
Couvertures de flux de trésorerie	5	6	
Montant comptabilisé en capitaux propres ⁽¹⁾	8	8	
Effets d'impôts	(3)	(2)	
Différences de conversion	59	272	
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt	47	(549)	
Résultat global de la période	1 083	497	
Dont :			
- part du Groupe	1 069	480	
- part des participations ne donnant pas le contrôle	14	17	

(1) Dont (2) millions d'euros recyclés dans le résultat au titre de la période

3. Bilan consolidé

Actif (En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019	Notes
<i>En valeurs nettes</i>			
Immobilisations incorporelles	11 683	12 042	8
Goodwill	5 391	5 598	8
Immobilisations corporelles	2 549	3 100	
Actifs financiers non courants	1 419	499	12
Titres mis en équivalence	14	15	
Instruments dérivés non courants	20	12	
Actifs d'impôt différé	1 590	1 615	6
Actifs non courants	22 665	22 882	
Stocks et encours	5 756	6 046	9
Créances clients et autres créances opérationnelles	1 226	2 159	
Actif d'impôt exigible	105	89	
Autres actifs courants	359	302	11
Instruments dérivés courants	6	28	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	923	1 152	13
Actifs courants	8 375	9 776	
Actifs destinés à être cédés	5	97	16
Total actifs	31 045	32 755	
Passif (En millions d'euros)	30/06/2019 retraité	31/12/2019	Notes
Capital	411	411	18
Primes d'émission	3 052	3 052	
Réserves et écarts de conversion	11 069	11 192	
Résultat net part du Groupe	1 455	1 032	
Capitaux propres Groupe	15 987	15 687	
Participations ne donnant pas le contrôle	195	220	
Capitaux propres	16 182	15 907	
Provisions non courantes	269	300	12
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	559	554	12
Passifs d'impôt différé	2 756	2 765	6
Emprunts obligataires part non courante	6 071	7 618	13
Dettes locatives non courantes	-	424	13
Autres passifs financiers non courants	363	81	13
Instruments dérivés non courants	16	11	
Passifs non courants	10 034	11 753	
Provisions courantes	149	213	12
Dettes fournisseurs	2 187	2 429	
Passif d'impôt exigible	307	389	6
Autres passifs courants	1 058	770	15
Emprunts obligataires part courante	944	948	13
Dettes locatives courantes	-	93	13
Autres passifs financiers courants	177	227	13
Instruments dérivés courants	5	13	
Passifs courants	4 826	5 082	
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	2	14	16
Total passifs et capitaux propres	31 045	32 755	

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux Propres Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Situation d'ouverture 01/07/2018	411	3 052	11 823	59	(38)	(380)	(130)	14 797	181	14 978
Impacts IFRS 9	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Situation d'ouverture 01/07/2018 retraitée	411	3 052	11 823	59	(38)	(380)	(130)	14 797	181	14 977
Résultat global de la période	-	-	1 023	(15)	5	56	-	1 069	14	1 083
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux plans de stock-options	-	-	18	-	-	-	-	18	-	18
(Acquisition)/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	(34)	-	-	-	(13)	(47)	-	(47)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1
Dividendes attribués	-	-	(357)	-	-	-	-	(357)	(14)	(371)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-
Situation clôture 31/12/2018	411	3 052	12 473	44	(33)	(324)	(142)	15 479	180	15 659

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux Propres Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Situation d'ouverture 01/07/2019	411	3 052	12 592	327	34	(276)	(153)	15 987	195	16 182
Résultat global de la période	-	-	1 032	(713)	(104)	266	-	480	17	497
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux plans de stock-options	-	-	20	-	-	-	-	20	-	20
(Acquisition)/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	(57)	-	-	-	(233)	(289)	-	(289)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes attribués	-	-	(513)	-	-	-	-	(513)	(18)	(530)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	26	26
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Situation clôture 31/12/2019	411	3 052	13 076	(386)	(70)	(11)	(386)	15 687	220	15 907

5. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net part du Groupe	1 023	1 032	
Participations ne donnant pas le contrôle	14	14	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	0	0	
(Produits)/charges financiers	156	166	5
(Produits)/charges d'impôt	397	423	6
Résultat des activités abandonnées	-	1	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	111	174	
Variation nette des provisions	4	75	
Variation nette des pertes de valeur sur <i>goodwill</i> et immobilisations corporelles et incorporelles	26	8	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	(5)	(3)	
Variation de juste valeur des actifs biologiques	0	-	
Résultat des cessions d'actifs	(1)	(7)	
Charges liées aux plans de <i>stock-options</i>	18	21	19
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	1 740	1 903	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(654)	(768)	17
Intérêts financiers versés	(170)	(177)	
Intérêts financiers reçus	17	15	
Impôts versés/reçus	(220)	(239)	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation	712	734	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(136)	(175)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6	11	
Variation du périmètre de consolidation	-	-	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(100)	(537)	17
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	0	(1)	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'investissement	(230)	(702)	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés	(636)	(843)	18
Autres variations des capitaux propres	-	-	
Emissions ou souscriptions d'emprunts	485	1 541	17
Remboursements d'emprunts	(141)	(261)	17
Remboursements de dettes locatives	-	(44)	
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(54)	(228)	18
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations de financement	(347)	165	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	-	(2)	
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (avant effet devises)	135	195	
Impact d'ouverture IFRS 15	16	-	
Incidence des écarts de conversion	4	34	
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (après effet devises)	156	229	
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	754	923	
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	910	1 152	

6. Notes annexes aux comptes consolidés

Pernod Ricard est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 12, place des Etats-Unis, 75783 Paris CEDEX 16, et est cotée sur Euronext Paris. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche. Le Groupe exerce une activité de production et de vente de vins et spiritueux. Le 12 février 2019, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2019.

Note 1 – Principes et méthodes comptables

1.1 Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2019 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2019.

Il convient de noter que :

- l'exercice de référence du Groupe s'étale du 1^{er} juillet au 30 juin ;
- les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2019, sous réserve des évolutions du référentiel comptable présentées au paragraphe 1.3 ;
- les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2019.

Estimations — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2019, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2019.

Jugements — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

1.2 Saisonnalité

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

1.3 Evolution du référentiel comptable

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2019

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent à Pernod Ricard à compter du 1^{er} juillet 2019 sont les suivants :

- IFRS 16, « Contrats de location » : voir Note 1.3.1 ci-dessous ;
- IFRIC 23, « Incertitude relative aux traitements fiscaux » ;
- Amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » ;
- Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel : Modification, réduction ou liquidation du régime » ;
- Amendements à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises » ;
- le cycle d'amélioration des IFRS 2015 – 2017.

En dehors de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23, dont les impacts sont détaillés dans la note 1.4, ces amendements et interprétations n'ont pas d'incidences sur les comptes du Groupe.

1.4 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23

Norme IFRS 16 – « Contrats de location »

Le Groupe a appliqué la méthode de transition rétrospective simplifiée au 1^{er} juillet 2019. Le choix de cette méthode de transition implique que les informations comparatives des périodes précédentes n'ont pas été retraitées.

La norme prévoit diverses mesures de simplification et le Groupe a notamment retenu celles permettant d'exclure les contrats d'une durée inférieure à douze mois et d'exclure les contrats portant sur des actifs de faible valeur. La valeur des contrats qualifiés de location financement selon la norme IAS 17 a par ailleurs été reprise à l'identique.

Les loyers variables ou les prestations de services liés au contrat ne sont pas pris en compte dans la détermination du montant du droit d'usage et des dettes de location et sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Par ailleurs, la valeur du droit d'utilisation de l'actif est réputée égale au montant de la dette, ajustée du montant des loyers payés d'avance, des coûts directs initiaux, des avantages reçus des bailleurs et, le cas échéant, des coûts de remise en état.

Les dettes de location ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements des loyers restant dus. Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte des environnements économiques spécifiques à chaque pays. Ces taux d'actualisation ont été déterminés en tenant compte de la durée des contrats. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux dettes de location au 1^{er} juillet 2019 s'établit à 3,94%.

La réconciliation entre les engagements relatifs aux contrats de location simple, présentés en Note 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels au 30 juin 2019, et la dette locative reconnue au 1^{er} juillet 2019 au titre de la première application de la norme IFRS 16, se présente comme suit :

(En millions d'euros)

Engagements en matière de locations simples au 30 juin 2019	555
Contrats non comptabilisés en application des exemptions prévues par IFRS 16	(4)
Contrats ayant une date de début postérieure au 1 ^{er} juillet 2019	(201)
Contrats de location financement précédemment comptabilisés selon IAS 17	28
Autres	13
Dettes locatives non actualisées au 1^{er} juillet 2019	391
Effet d'actualisation	52
Dettes locatives comptabilisées au 1^{er} juillet 2019	339

Au 31 décembre 2019, suite à l'application d'IFRS 16, le bilan du Groupe inclut des dettes locatives au passif pour un total de 517 millions d'euros, et des droits d'utilisation à l'actif pour un total de 463 millions d'euros. Ces impacts concernent essentiellement des biens immobiliers.

L'impact sur le compte de résultat du groupe est non matériel. Il se porte à +1 million d'euros sur le résultat opérationnel et (6) millions d'euros sur le résultat financier.

Les impacts sur le tableau des flux de trésorerie se traduisent par une amélioration des flux d'exploitation de +39 millions d'euros et une dégradation des flux de financement de (44) millions d'euros. Ces impacts sont principalement liés à la prise en compte en flux de financement de la part du paiement des loyers représentant le remboursement de dette locative, les intérêts financiers associés pour (6) millions d'euros restant en flux d'exploitation.

Principes comptables amendés suite à l'application d'IFRS 16

• Contrats de location

Le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur du contrat.

Les contrats de location sont comptabilisés dans le Bilan, dès la date de commencement du contrat de location. Ils sont présentés en « dettes locatives » au passif avec inscription à l'actif en « immobilisations corporelles » selon la nature de l'actif sous-jacent.

La dette locative est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs relatifs au contrat. Le taux d'actualisation est estimé dans chaque devise à partir d'éléments de marché disponibles et en tenant compte de la durée des contrats. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond à la durée non résiliable du contrat sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine. Elle est ensuite calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valeur du droit d'utilisation est initialement égale au montant de la dette locative, ajustée du montant des loyers payés d'avance, des coûts directs initiaux, des avantages reçus des bailleurs et, le cas échéant, des coûts de remise en état. Le droit d'utilisation relatifs aux contrats de location est amorti sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers.

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées selon la nature de l'actif sous-jacent et les charges d'intérêt sont présentées dans le résultat financier.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les remboursements de dette locative sont présentés sous la rubrique « remboursements d'emprunts locatifs » au sein des flux de financement, et les paiements d'intérêts sont présentés dans la rubrique « intérêts financiers versés » au sein des flux d'exploitation.

Les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire, ou de courte durée sont comptabilisés directement en charges.

IFRIC 23, « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'interprétation IFRIC 23 précise la comptabilisation des positions fiscales incertaines relatives aux impôts sur le résultat. L'application de cette interprétation est sans impact sur la valeur des passifs d'impôts du Groupe et s'est traduite par le reclassement de 150 millions d'euros de la rubrique « Provisions non courantes » à la rubrique « Passifs d'impôt exigible » au 30 juin 2019. Le bilan du Groupe au 30 juin 2019 a été retraité en conséquence :

<i>(En millions d'euros)</i>	30/06/2019 Publié	Impacts IFRIC 23	30/06/2019 Retraité
Provisions non courantes	420	(150)	269
Passifs non courants	10 185	(150)	10 034
Passif d'impôt exigible	157	150	307
Passifs courants	4 676	150	4 826

Note 2 – Périmètre de consolidation

Le Groupe n'a conclu aucune acquisition ou cession affectant de manière significative le périmètre de consolidation au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/20.

Note 3 – Secteurs opérationnels

Le Groupe est centré autour d'une seule activité : la vente de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : Europe, Amérique et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du Résultat Opérationnel Courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des frais publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

Europe

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Chiffre d'affaires	1 530	1 598
Marge brute après coûts logistiques	944	991
Investissements publi-promotionnels	(214)	(216)
Contribution après investissements publi-promotionnels	730	775
Résultat Opérationnel Courant	418	468

Amérique

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Chiffre d'affaires	1 389	1 461
Marge brute après coûts logistiques	942	986
Investissements publi-promotionnels	(276)	(285)
Contribution après investissements publi-promotionnels	666	701
Résultat Opérationnel Courant	470	486

Asie/Reste du Monde

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Chiffre d'affaires	2 266	2 415
Marge brute après coûts logistiques	1 353	1 442
Investissements publi-promotionnels	(309)	(341)
Contribution après investissements publi-promotionnels	1 044	1 101
Résultat Opérationnel Courant	766	833

Total

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Chiffre d'affaires	5 185	5 474
Marge brute après coûts logistiques	3 239	3 419
Investissements publi-promotionnels	(799)	(842)
Contribution après investissements publi-promotionnels	2 440	2 577
Résultat Opérationnel Courant	1 654	1 788

Ventilation du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Marques Stratégiques Internationales	3 369	3 592
Vins Stratégiques	236	240
Marques Stratégiques Locales	963	999
Spécialités	155	197
Autres produits	462	447
Total	5 185	5 474

Note 4 – Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	(26)	-
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	(8)	(10)
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(14)	(115)
Litiges et risques	(2)	(25)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(16)	(2)
Autres produits et charges opérationnels	(66)	(152)

Au 31 décembre 2019, les autres produits et charges opérationnels se composent principalement de charges de restructuration pour 115 millions d'euros notamment liées au projet Reconquête annoncé le 1^{er} octobre 2019.

Note 5 – Résultat financier

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Charges de la dette financière nette	(166)	(169)
Charges financières sur dettes locatives	-	(7)
Produits de la dette financière nette	17	15
Coût de la dette financière nette	(149)	(161)
Commissions de structuration et de placement	(1)	(1)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	(3)	0
Autres éléments financiers courants, net	(4)	(3)
Résultat financier courant	(157)	(164)
Ecart de change	0	(1)
Autres éléments financiers non courants	1	0
Résultat financier total	(156)	(166)

Au 31 décembre 2019, le coût de la dette financière nette provient principalement des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 131 millions d'euros.

Note 6 – Impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt :

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Impôt exigible	(298)	(329)
Impôt différé	(98)	(94)
Total	(397)	(423)

Analyse du taux d'impôt effectif :

(En millions d'euros)	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Résultat opérationnel	1 588	1 636
Résultat financier	(156)	(166)
Base d'imposition	1 433	1 470
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	(493)	(506)
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	169	209
Impact fiscal lié aux variations des taux de change	(1)	1
Réestimation des impôts différés liée à des changements de taux	(8)	(10)
Incidence des reports déficitaires utilisés/non activés	1	5
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/majoré	0	2
Impôts sur distributions	(29)	(57)
Autres impacts	(35)	(68)
Charge d'impôt effective	(397)	(423)
Taux effectif d'impôt	-28%	-29%

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

(En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019
Marges en stocks	99	111
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	21	20
Provisions pour retraites	94	94
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	908	899
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	468	491
Total actifs d'impôt différé	1 590	1 615
Amortissements dérogatoires	124	130
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	2 339	2 446
Autres	294	190
Total passifs d'impôt différé	2 756	2 765

Suite à l'application de l'interprétation IFRIC 23, décrite en Note 1.4, les passifs d'impôt exigible du Groupe se répartissent comme suit :

(En millions d'euros)	30/06/2019 Retraité	31/12/2019
Autres passifs d'impôt exigible	157	249
Positions fiscales incertaines	150	140
Total passif d'impôt exigible	307	389

Note 7 - Résultat par action

	31/12/2018 6 mois	31/12/2019 6 mois
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	1 023	1 032
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	264 206 944	263 959 445
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	1 073 014	1 164 697
Effet dilutif des <i>stock-options</i> et options de souscription	200 929	138 446
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	265 480 887	265 262 589
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	3,87	3,91
Résultat net part du Groupe par action après dilution	3,85	3,89

Note 8 – Immobilisations incorporelles et goodwill

(En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019
<i>Goodwill</i>	5 528	5 736
Marques	12 957	13 348
Autres immobilisations incorporelles	452	463
Valeurs brutes	18 937	19 547
<i>Goodwill</i>	(137)	(137)
Marques	(1 408)	(1 428)
Autres immobilisations incorporelles	(318)	(342)
Amortissements/dépréciations	(1 863)	(1 907)
Immobilisations incorporelles nettes	17 074	17 640

Les *goodwill* sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008. Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

La variation des marques et *goodwill* est essentiellement liée aux acquisitions de la période ainsi qu'aux évolutions de change.

Note 9 – Stocks et encours

La répartition des stocks et en-cours de production à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019
Matières premières	140	157
En-cours de biens	4 877	5 134
Stocks de marchandises	505	527
Produits finis	280	275
Valeurs brutes	5 802	6 093
Matières premières	(10)	(10)
En-cours de biens	(10)	(11)
Stocks de marchandises	(13)	(14)
Produits finis	(13)	(12)
Dépréciations	(46)	(47)
Stocks nets	5 756	6 046

Au 31 décembre 2019, les en-cours de biens sont constitués à 79% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 10 – Transferts d'actifs financiers

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/20, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 827 millions d'euros au 31 décembre 2019 et de 674 millions d'euros au 30 juin 2019. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

Actifs décomptabilisés avec implication continue

(En millions d'euros)	Valeur comptable de l'implication continue				Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale
	Coût amorti	Détenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente	Passif financier à la juste valeur		
Implication continue						
Dépôt de garantie, affacturage et titrisation	10	-	-	-	10	10

Note 11 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019
Avances et acomptes versés	29	33
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur le résultat	164	164
Charges constatées d'avance	85	68
Autres créances	80	37
Total	359	302

Note 12 – Provisions

12.1 Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2019 Retraité	31/12/2019	Notes
Provisions non courantes			
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	559	554	12.3
Autres provisions pour risques et charges non courantes	269	300	12.2
Provisions courantes			
Provisions pour restructuration	44	115	12.2
Autres provisions pour risques et charges courantes	105	98	12.2
Total	978	1 067	

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 21 – *Litiges*.

Au 31 décembre 2019, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 398 millions d'euros, hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

12.2 Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

(En millions d'euros)	Mouvements de l'exercice						31/12/2019
	30/06/2019 Retraité	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de change	Autres mouvements	
Provisions pour restructuration	44	89	18	1	-	-	115
Autres provisions courantes	105	5	7	2	1	(2)	98
Autres provisions non courantes	269	92	5	56	(4)	3	300
Provisions	418	186	30	60	(3)	1	512

12.3 Provisions pour retraites

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie, sous forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation entre la provision au 30 juin et au 31 décembre pour les deux périodes :

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019
Passif / (Actif) net comptabilisé à l'ouverture	(227)	(524)
Charge/(produit) net de la période	58	21
(Gains) et pertes actuariels ⁽¹⁾	18	859
Cotisations de l'employeur et prestations payées directement par l'employeur	(44)	(42)
Variation de périmètre	0	0
Ecart de change	9	(19)
Passif / (Actif) net comptabilisé à la clôture	(188)	295
Montant reconnu à l'actif	710	259
Montant de la provision au passif	522	554

⁽¹⁾ Comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Les gains et pertes actuariels correspondent, pour (903) millions d'euros, aux effets d'une police d'assurance, communément appelée « buy-in », souscrite par le Trustee du plus important fonds de pension du groupe Pernod Ricard au Royaume-Uni, et pour 43 millions d'euros à d'autres gains et pertes actuariels, suite à la mise à jour d'hypothèses actuarielles et de valeurs d'actifs de couverture.

Ce contrat permet d'assurer la majorité des engagements de retraite du fonds et réduit l'exposition du Groupe à une potentielle insuffisance de financement des régimes pouvant survenir du fait des fluctuations des paramètres de marché (inflation et taux d'intérêt principalement) et d'une évolution de la longévité.

La transaction de buy-in implique le transfert de 4 252 millions d'euros d'actifs de couverture du plan de retraite à l'assureur Rothesay Life, sans aucun impact sur la trésorerie du Groupe. A la suite de cette transaction, la valeur comptable de la police d'assurance couvre entièrement la valeur comptable des engagements de retraite assurés, estimés à 3 350 millions d'euros à la date de l'opération. La différence, de 903 millions d'euros, a été reconnue par une baisse de valeur des « Actifs financiers non courants » en contrepartie des capitaux propres en « Autres éléments du résultat global », sans aucun impact sur le résultat.

Au 31 décembre 2019, les 259 millions d'euros de plan en surplus liés aux engagements sociaux sont comptabilisés en Actifs financiers non courants qui s'élèvent à 499 millions d'euros.

L'impact net comptabilisé au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2019
Avantages accumulés durant la période	22	23
Intérêt sur la provision	(4)	(7)
Frais / Taxes / Primes	5	6
Impact des modifications de régimes / réduction de droits futurs	34	-
Impact des liquidations d'engagement	-	(1)
Charge/(produit) net comptabilisé au résultat	58	21

Note 13 – Passifs financiers

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

13.1 Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

(En millions d'euros)	30/06/2019			31/12/2019		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	944	6 071	7 015	948	7 618	8 566
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes financières	177	363	540	226	81	307
Autres passifs financiers	177	363	540	226	81	307
Endettement financier brut	1 121	6 434	7 555	1 174	7 698	8 873
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	-	(13)	(13)	-	(15)	(15)
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	2	2	-	0	0
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	-	(12)	(12)	-	(15)	(15)
Instruments dérivés actifs en couverture économique d'actifs nets	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture économique d'actifs nets	0	-	0	4	-	4
Instruments dérivés en couverture économique d'actifs nets	0	-	0	4	-	4
Endettement financier après couvertures	1 121	6 422	7 543	1 178	7 684	8 862
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(923)	-	(923)	(1 152)	-	(1 152)
Endettement financier net hors dette locative	198	6 422	6 620	26	7 684	7 710
Dettes locatives*	-	-	-	93	424	517
Endettement financier net	198	6 422	6 620	120	8 108	8 228

*Les dettes locatives au 31 décembre 2019 incluent les contrats précédemment qualifiés de location financement et présentés au sein des « Autres emprunts et dettes financières » au 30 juin 2019 pour un montant de 28 millions d'euros.

13.2 Répartition de l'endettement hors dette locative par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2019

Au 30/06/2019 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilité	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	3 033	540	3 573	(243)	3 330	47%	50%
USD	4 471	(326)	4 145	(60)	4 085	55%	62%
GBP	6	(3)	3	(48)	(45)	0%	-1%
SEK	8	-	8	(18)	(10)	0%	0%
Autres devises	37	(223)	(186)	(555)	(740)	-2%	-11%
Total	7 555	(12)	7 543	(923)	6 620	100%	100%

Au 31/12/2019 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilité	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	4 262	(179)	4 084	(343)	3 741	46%	49%
USD	4 516	246	4 762	(53)	4 710	54%	61%
GBP	-	(39)	(39)	(73)	(112)	0%	-1%
SEK	1	(17)	(16)	(27)	(43)	0%	-1%
Autres devises	93	(22)	71	(656)	(585)	1%	-8%
Total	8 873	(11)	8 862	(1 152)	7 710	100%	100%

13.3 Répartition de l'endettement hors dette locative par devise et par type de couverture de taux au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2019

Au 30/06/2019 (en millions d'euros)	Dette après couverture par devise	Dette fixe ⁽¹⁾	Dette variable encadrée	Dette variable	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette après couverture	Disponibilité	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette nette
EUR	3 573	2 659	-	913	74%	(243)	80%
USD	4 145	3 494	-	651	84%	(60)	86%
GBP	3	-	-	3	N.S.	(48)	N.S.
SEK	8	-	-	8	N.S.	(18)	N.S.
Autres devises	(186)	14	-	(199)	N.S.	(555)	N.S.
Total	7 543	6 168	-	1 375	82%	(923)	93%

Au 31/12/2019 (en millions d'euros)	Dette après couverture par devise	Dette fixe ⁽¹⁾	Dette variable encadrée	Dette variable	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette après couverture	Disponibilité	% (dette fixe + variable encadrée)/ dette nette
EUR	4 084	4 146	-	(62)	102%	(343)	111%
USD	4 762	3 536	-	1 226	74%	(53)	75%
GBP	(39)	-	-	(39)	N.S.	(73)	N.S.
SEK	(16)	-	-	(16)	N.S.	(27)	N.S.
Autres devises	71	63	-	8	N.S.	(656)	N.S.
Total	8 862	7 745	-	1 117	87%	(1 152)	100%

N.S. : Non Significatif.

⁽¹⁾ Couvertures comptables et autres dérivés.

13.4 Répartition de la dette hors dette locative à taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2019 et 31 décembre 2019

(En millions d'euros)	Au 30/06/2019				Au 31/12/2019			
	Dette avant couverture		Dette après couverture		Dette avant couverture		Dette après couverture	
Dette fixe	6 871	91%	6 168	82%	8 457	95%	7 745	87%
Dette variable encadrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette variable	672	9%	1 375	18%	405	5%	1 117	13%
Endettement financier après couverture par nature de taux	7 543	100%	7 543	100%	8 862	100%	8 862	100%

Au 31 décembre 2019 avant toute couverture, 95% de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 5% à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 13%.

13.5 Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2019 et 31 décembre 2019

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2019.

Au 30/06/2019 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(7 499)	(33)	(995)	(1070)	(1593)	(718)	(515)	(2 574)
Intérêts	-	(1 671)	(125)	(128)	(237)	(179)	(105)	(90)	(806)
Endettement financier brut	(7 555)	(9 170)	(159)	(1124)	(1307)	(1 772)	(823)	(605)	(3 380)
Cross currency swaps :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(21)	(23)	(7)	(6)	(4)	(1)	(1)	(1)	(3)
Instruments dérivés passifs	(21)	(23)	(7)	(6)	(4)	(1)	(1)	(1)	(3)
Total passifs financiers	(7 575)	(9 193)	(165)	(1130)	(1311)	(1 774)	(825)	(607)	(3 383)

Au 31/12/2019 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(8 851)	(935)	(150)	(1085)	(2063)	(1 016)	(666)	(2 936)
Intérêts	-	(1 634)	(129)	(133)	(216)	(158)	(98)	(89)	(810)
Endettement financier brut	(8 873)	(10 485)	(1064)	(283)	(1302)	(2 221)	(1 114)	(755)	(3 746)
Dettes Locatives	(517)	(594)	(40)	(46)	(99)	(77)	(57)	(45)	(230)
Cross currency swaps :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(24)	(36)	(20)	(6)	(3)	(2)	(2)	(2)	(3)
Instruments dérivés passifs	(24)	(36)	(20)	(6)	(3)	(2)	(2)	(2)	(3)
Total passifs financiers	(9 415)	(11 115)	(1 124)	(335)	(1 403)	(2 300)	(1 173)	(802)	(3 979)

13.6 Crédit syndiqué

Au 31 décembre 2019, le crédit syndiqué multidevises s'élevant à 2 500 millions d'euros ne fait pas l'objet de tirage.

13.7 Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan en MEUR 31/12/2019
500 MEUR	0,00%	24/10/2019	24/10/2023	498
500 MEUR	0,50%	24/10/2019	24/10/2027	497
500 MEUR	0,88%	24/10/2019	24/10/2031	492
850 MEUR	2,00%	20/03/2014	22/06/2020	858
1 000 MUSD	5,75%	07/04/2011	07/04/2021	900
201 MUSD	Marge + Libor 6 mois	26/01/2016	26/01/2021	182
1 500 MUSD	4,45%	25/10/2011	15/01/2022	1 365
800 MUSD	4,25%	12/01/2012	15/07/2022	731
500 MEUR	1,88%	28/09/2015	28/09/2023	494
650 MEUR	2,13%	29/09/2014	27/09/2024	651
600 MEUR	1,50%	17/05/2016	18/05/2026	603
600 MUSD	3,25%	08/06/2016	08/06/2026	531
850 MUSD	5,50%	12/01/2012	15/01/2042	762
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				8 566

Note 14 – Instruments financiers

(En millions d'euros)	Niveau d'évaluation	Ventilation par classification comptable				30/06/2019	
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 3		194			194	194
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation				128		128	128
Créances clients et autres créances opérationnelles				1 226		1 226	1 226
Autres actifs courants				359		359	359
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	25				25	25
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	923				923	923
Passif							
Emprunts obligataires					7 015	7 015	7 229
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					512	512	512
Emprunts sur opérations de crédit-bail					28	28	28
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	21				21	21

(En millions d'euros)	Niveau d'évaluation	Ventilation par classification comptable				31/12/2019	
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 3	-	90	-	-	90	90
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation		-	-	143	-	143	143
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	2 159	-	2 159	2 159
Autres actifs courants		-	-	302	-	302	302
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	41	-	-	-	41	41
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	1 152	-	-	-	1 152	1 152
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	8 566	8 566	8 828
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	307	307	307
Dettes locatives		-	-	-	517	517	517
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	24	-	-	-	24	24

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable ;
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;

- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la Credit Valuation Adjustment (CVA) et de la Debt Valuation Adjustment (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (rating de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 31 décembre 2019, l'impact est non significatif.

Note 15 - Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2019
Dettes fiscales et sociales	636	714
Autres créditeurs	421	55
Total	1 058	770

Note 16 – Actifs destinés à être cédés

Les actifs destinés à être cédés correspondent essentiellement à certains actifs reçus dans le cadre de l'acquisition de la société cotée américaine Castle Brands Inc. et pour lesquels le Groupe anticipe une cession dans un délai inférieur à 12 mois.

Note 17 – Notes sur le tableau des flux de trésorerie

17.1 Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de +768 millions d'euros en raison d'une activité traditionnellement plus soutenue à fin décembre par rapport à fin juin. Elle se décompose principalement comme suit :

- créances clients : +931 millions d'euros,
- dettes d'exploitation : (290) millions d'euros,
- stocks nets : +136 millions d'euros
- autres : (9) millions d'euros.

17.2 Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités

Les acquisitions d'immobilisations financières et d'activités ont généré une sortie de trésorerie de 537 millions d'euros, principalement liée aux acquisitions de la période et correspondant notamment à la société cotée américaine Castle Brands Inc., la société Firestone & Robertson Distilling Co., une part majoritaire de la société Rabbit Hole Spirits, LLC, une part majoritaire de la société Laurenskirk (PTY) Ltd. et la société Bodeboca, SL.

17.3 Souscription/Remboursements d'emprunts

Pernod Ricard a procédé le 24 octobre 2019 à une émission obligataire libellée en euro pour un montant de 1,5 milliard d'euros en trois tranches de 4, 8 et 12 ans, portant respectivement intérêt au taux fixe de 0,00%, 0,50%, et 0,875%.

Note 18 - Capitaux propres

18.1 Capital social

Le capital social du Groupe a évolué de la manière suivante entre le 1^{er} juillet 2019 et le 31 décembre 2019 :

	Nombre de titres	Montant (En millions d'euros)
Capital social au 30 juin 2019	265 421 592	411
Capital social au 31 décembre 2019	265 421 592	411

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de dix ans, acquièrent un droit de vote double.

18.2 Titres autodétenus

Au 31 décembre 2019, Pernod Ricard SA et ses filiales contrôlées détenaient 2 610 189 titres Pernod Ricard pour une valeur de 371 millions d'euros, dont 224 millions d'euros acquis au cours de la période au titre du programme de rachat d'action annoncé le 28 août 2019.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

18.3 Dividendes versés et proposés

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 novembre 2019, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2019 s'élève à 3,12 euros par action. Un acompte de 1,18 euro par action ayant été versé le 10 juillet 2019, le solde, soit 1,94 euro par action, a été mis en paiement le 25 novembre 2019.

Note 19 - Paiements fondés sur les actions

Le Groupe a constaté une charge de 20 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de *stock-options* et d'actions de performance au 31 décembre 2019. Les plans de *stock-options*, d'actions de performance et d'actions gratuites sont dénoués en actions (*equity settled*).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin et le 31 décembre :

	En unité
Nombre d'options / actions en circulation au 30 juin 2019	2 019 575
Nombre d'options levées / actions acquises au cours de la période	(390 464)
Nombre d'options / actions annulées au cours de la période	(80 140)
Nombre d'options /actions nouvellement attribuées au cours de la période	401 338
Nombre d'options / actions en circulation au 31 décembre 2019	1 950 309

Note 20 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés du Groupe se portent à 2 227 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 2 587 millions d'euros au 30 juin 2019. Cette diminution est principalement liée à la mise en œuvre d'IFRS 16, les engagements hors bilan sur contrats de location étant remplacés par une dette locative au Bilan (cf. Note 1.4 – *Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23*).

Les engagements hors bilan reçus du Groupe se portent à 2 853 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 2 593 millions d'euros au 30 juin 2019.

Note 21 – Passifs Eventuels

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2006/07 à 2014/16, concernant spécifiquement, pour un montant de 7 597 millions de roupies indiennes (soit 95 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité. Il convient de noter que le niveau et le montant de ce risque ont été progressivement et significativement réduits au cours des dernières années et la société a obtenu une décision judiciaire en sa faveur en 2019 au titre des exercices 2006/07 à 2010/11. Pernod Ricard India, avec le soutien de ses conseils fiscaux, conteste le bien-fondé de ce chef de redressement et estime ses chances de succès probables en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

Note 22 – Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « Autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 12 - Provisions) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 31 décembre 2019, au titre des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 398 millions d'euros, contre 374 millions d'euros au 30 juin 2019 (cf. Note 12 - Provisions), hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 160 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC.

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour la période de 10 années finissant le 27 janvier 2016. Une nouvelle demande de renouvellement pour une période de 10 années à compter du 27 janvier 2016 a été accordée.

2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette

décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. À la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes : une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur rencontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale ou région et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. La Société poursuit activement ses discussions avec les autorités et juridictions.

Pernod Ricard India (P) a également des débats avec les autorités douanières indiennes sur la valeur de transaction des produits internationaux importés en Inde. Cela fait l'objet de discussions avec les autorités et juridictions compétentes.

Par ailleurs, Pernod Ricard India (P) a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2015/16 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 20 – *Passifs éventuels*). Pernod Ricard India (P) a obtenu une décision judiciaire en sa faveur en 2019 au titre des exercices 2006/07 à 2010/11.

À noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 12 – *Provisions*), ou en passif d'impôt exigible (cf. Note 6 – *Impôt sur les bénéfices*) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Litiges commerciaux

Colombie

Le 14 novembre 2017, une plainte auprès de l'Autorité de la Concurrence Colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) a été déposée conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100 % par le département) contre Pernod Ricard SA, Pernod Ricard Colombia SA et l'un de ses concurrents. Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux sociétés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/2017. En décembre 2019, la plainte n'est toujours pas admise, en raison de la décision de l'Autorité de la Concurrence Colombienne de 2019 déclinant sa compétence en faveur des tribunaux administratifs colombiens. Pernod Ricard conteste vivement cette plainte et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que cette nouvelle plainte reprend les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la république de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

Note 23 – Parties liées

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2019, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2019, mentionnées dans le Document d'enregistrement universel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période

Note 24 – Evénements post-clôture

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

4/ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019

Aux Actionnaires de la société Pernod Ricard,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard, relatifs à la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 de l'annexe des comptes consolidés semestriels condensés qui expose les incidences de la première application au 1^{er} juillet 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris La Défense, le 13 février 2020

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG S.A.

Eric Ropert

Caroline Bruno-Diaz

David Dupont-Noel

Associé

Associée

Associé

